

La Gazette *du* financement

LE MENSUEL DES FINANCEMENTS

Budget serré, Europe en chantier : *où trouver l'argent* *en 2027 ?*

Associations, entreprises, collectivités : ce qui change, ce qui reste ouvert, et comment s'y prendre.



ASSOCIATIONS

Le fonctionnement, ça se finance

ENTREPRISES

Les aides ne sont pas réservées à la tech

COLLECTIVITÉS

L'Europe à portée de mairie

LA VEILLE Budget 2027, taux, fonds européens : cinq risques à surveiller

POUR LES LECTEURS PRESSÉS

L'essentiel *en 2 minutes*

CINQ POINTS

- 1** Le budget 2027 (État et Sécurité sociale) vise 43 Md€ d'économies ; vie associative et aide au développement reculent.
- 2** Après 2027, les fonds régionaux européens pourraient passer par des plans nationaux.
- 3** Le crédit renchérit : la BCE a relevé ses taux le 10 septembre.
- 4** Un financeur public ne finance que ses priorités : reliez votre projet aux politiques publiques.
- 5** Ne signez aucun devis avant d'avoir déposé votre demande d'aide.

CINQ CHIFFRES

43 Md€

d'économies nouvelles visées pour 2027

≈ 27 M€

de crédits budgétaires pour le FDVA en 2027

2,50 %

taux de dépôt de la BCE depuis le 16 septembre

70 605

défaillances d'entreprises sur douze mois

22 063

associations aidées par le FDVA en 2025

CINQ DATES

20 OCT.

Vote du budget 2027 à l'Assemblée

29 OCT.

Réunion de la BCE

30 OCT.

France-Taïwan, Bpifrance

30 NOV.

Centres-bourgs, GAL Loire

31 DÉC.

DÉTER et écoconception, ADEME

ÉDITO

Moins d'argent public, *plus de raisons de chercher*

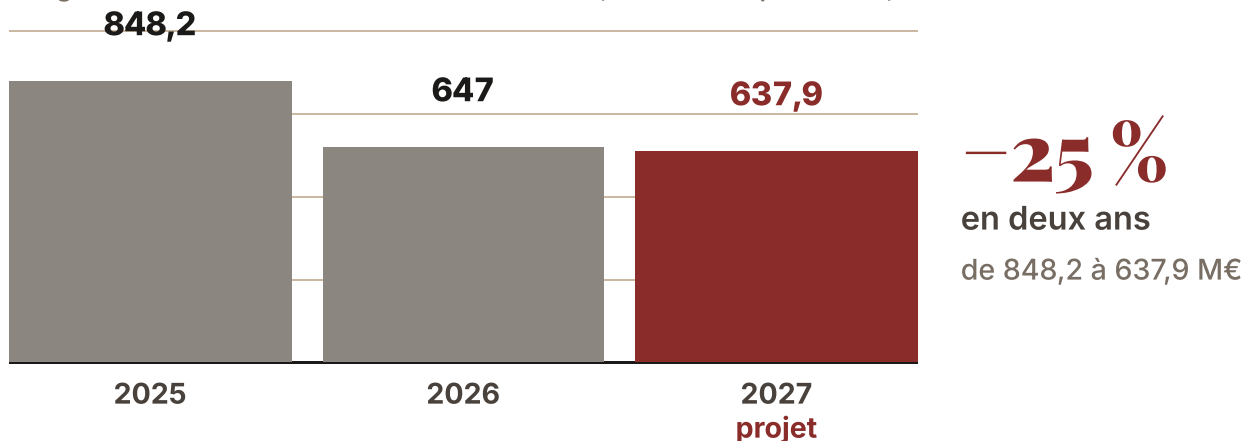
Le budget 2027 prévoit 43 milliards d'euros d'économies, Sécurité sociale comprise. Bruxelles négocie un budget 2028-2034 qui pourrait fusionner les fonds régionaux. La BCE a relevé ses taux en septembre. Pour une association, une PME ou une commune, le message est le même : l'argent ne viendra pas tout seul.

Il en reste pourtant beaucoup, à condition de savoir où chercher et comment le demander. Cette Gazette sert à cela. La plateforme La rue du financement n'est pas encore ouverte ; ce numéro en est l'avant-goût.

La rédaction

Vie associative : un quart des crédits en moins en deux ans

Programme « Jeunesse et vie associative », crédits de paiement, en millions d'euros



Sources : Sénat, avis sur le PLF 2026 (crédits votés en 2025) ; PLF 2027 (JPA).

NOTRE MÉTHODE

Chaque chiffre est daté et sourcé. Chaque appel cité a été vérifié sur la fiche officielle du financeur. Les financeurs sont choisis par la rédaction : aucun ne paie pour figurer dans la Gazette.

SOMMAIRE

Dans ce numéro

2	L'essentiel en 2 minutes <i>Cinq points, cinq chiffres, cinq dates</i>	REPÈRES
5	Ce que nous construisons <i>Le parcours de la plateforme, en six étapes</i>	LA PLATEFORME
6	Cinq risques à surveiller <i>Budget 2027, fonds européens, taux, défaillances</i>	VEILLE
8	Le fil qui relie un projet aux politiques publiques <i>Des ODD jusqu'à votre département</i>	APPRENDRE
11	Pourquoi nous existons <i>Notre mission et nos quatre valeurs</i>	FONDEMENTS
12	Fondations et FDVA <i>Le fonctionnement, ça se finance</i>	ASSOCIATIONS
14	Les guichets et les appels du trimestre <i>Bpifrance, ADEME, votre région</i>	ENTREPRISES
16	LEADER et les appels du trimestre <i>L'Europe à portée de mairie</i>	COLLECTIVITÉS
18	Allemagne et Italie <i>Ce qu'on fait ailleurs pour les associations et les communes</i>	AILLEURS EN EUROPE
20	Le calendrier du trimestre <i>Toutes les dates limites citées</i>	AGENDA
21	Le cadre logique, sans jargon <i>Un outil pour monter son dossier</i>	FICHE PRATIQUE
22	Demain, trois parcours <i>Une ONG, une menuiserie, une commune</i>	CAS D'ÉCOLE
23	Le n° 2 se fait avec vous <i>Devenez lecteur-testeur</i>	LECTEURS

LA PLATEFORME

Ce que nous construisons *pour vous*

Trouver un financement ne devrait dépendre ni de son réseau, ni d'un cabinet de conseil. La rue du financement veut rendre tout le parcours lisible, du premier repérage au compte rendu final.

- 1 Décrire son projet**
Association, entreprise ou collectivité : quelques questions suffisent.
- 2 Le relier aux politiques publiques**
ODD, Europe, État, région, département : la plateforme montre à quoi le projet contribue, sources officielles à l'appui.
- 3 Recevoir les bons appels**
Sur un tableau de bord, classés par date limite, avec le montant et le public visé.
- 4 Choisir sa voie**
Subvention, fondation, investisseurs ou financement participatif : chaque voie a sa méthode.
- 5 Monter le dossier**
Un assistant analyse les critères de l'appel et guide la rédaction, étape par étape.
- 6 Suivre et rendre compte**
Suivi du projet, rapports d'activité et financiers prêts pour le financeur.

TOUT AU LONG DU PARCOURS

Une intelligence artificielle française pour vous guider, des tutoriels et des formations pour apprendre, et un réseau pour trouver des partenaires. Pour l'essayer parmi les premiers : page 23.



L'Assemblée nationale, où le budget 2027 est débattu. Photo : Sunala, CC BY-SA 3.0, Wikimedia Commons

LA VEILLE

Cinq risques à surveiller

A Associations **E** Entreprises **C** Collectivités

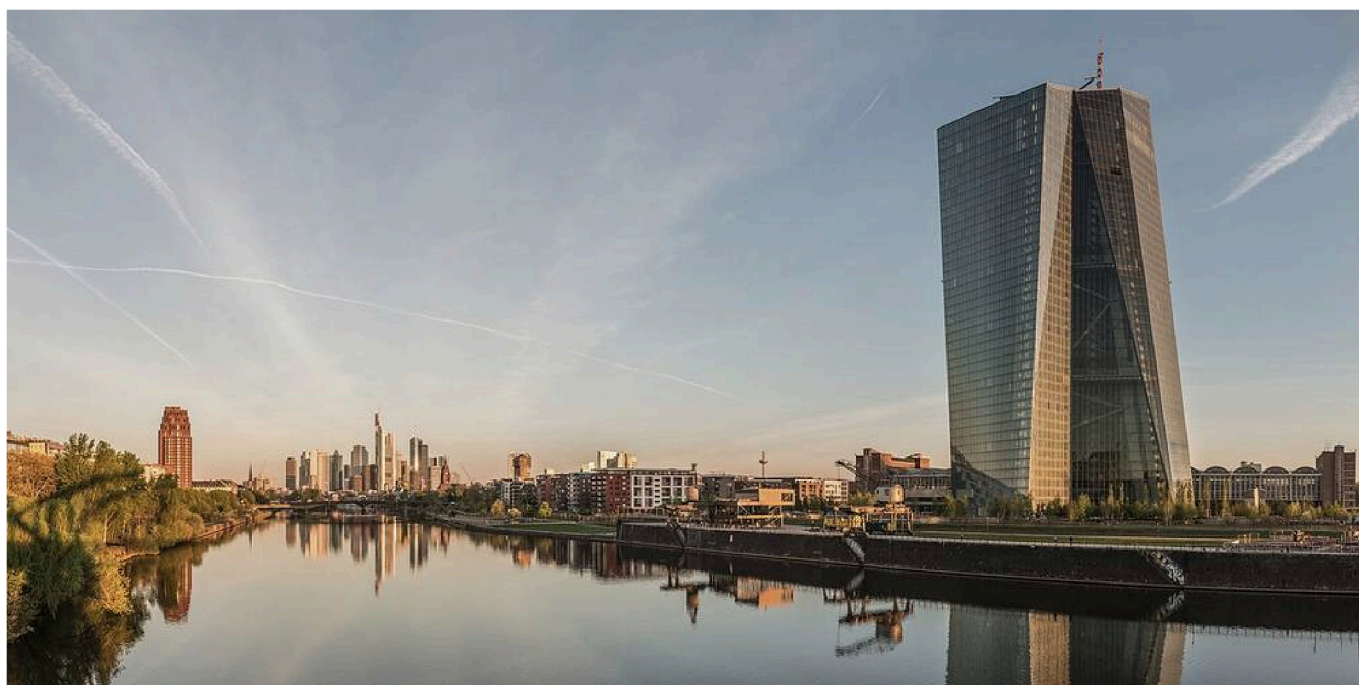
RISQUE	NIVEAU	EXPOSÉS	À SUIVRE
Budget 2027 43 Md€ d'économies, État et Sécurité sociale.	●●● ÉLEVÉ	A C	Vote de l'Assemblée prévu le 20 octobre
Fonds européens après 2027 Cohésion et PAC fondues dans des plans nationaux.	●●● ÉLEVÉ	C A E	Accord des Vingt-Sept : peut-être pas avant 2027
Hausse des taux +0,25 point le 10 septembre.	●●○ MODÉRÉ	E C	Prochaine réunion le 29 octobre
Défaillances d'entreprises 70 605 sur douze mois à fin juillet.	●●○ MODÉRÉ	E A	Chiffres mensuels de la Banque de France
Tensions au Moyen-Orient Inflation attendue à 3 % en 2026.	●●○ MODÉRÉ	Tous	Prix de l'énergie

Budget 2027 : ce qui est sur la table

Présenté le 1^{er} octobre, le projet de loi de finances ramène les crédits « jeunesse et vie associative » de 647 à 637,9 millions d'euros. Le FDVA disposerait d'environ 27 millions de crédits budgétaires, complétés par 35 millions issus des comptes bancaires inactifs. L'aide publique au développement recule de 1,9 milliard en autorisations d'engagement (-43 %).

Europe : la politique régionale en question

Pour 2028-2034, la Commission propose un budget d'environ 2 000 milliards d'euros et des « plans de partenariat nationaux et régionaux » de 771 milliards, qui fusionneraient cohésion, PAC et pêche. Le Parlement européen y voit une renationalisation. La présidence irlandaise a présenté une boîte de négociation chiffrée le 10 octobre ; un accord avant fin 2026 paraît incertain.



Le siège de la BCE, à Francfort : taux de dépôt à 2,50 % depuis le 16 septembre. Photo : DXR, CC BY-SA 4.0, Wikimedia Commons

QUE FAIRE MAINTENANT

1. Déposer dès 2026 ce qui peut l'être, sur des crédits déjà votés.
2. Diversifier : fondations, mécénat, dons, et pas un seul financeur public.
3. Prévoir la trésorerie : beaucoup d'aides, européennes surtout, sont versées après la dépense.

Sources : Carenews, Banque des Territoires, BCE, Banque de France, Toute l'Europe, Agence Europe (septembre-octobre 2026).

APPRENDRE

Un financeur public *ne finance que ses priorités*

Une subvention n'est jamais un cadeau : c'est l'outil d'une politique publique. Comprendre la chaîne qui va de l'ONU à votre département, c'est apprendre à écrire dans la langue de ceux qui décident.

L'ESSENTIEL

LE PRINCIPE

Chaque aide publique sert un objectif fixé plus haut : plan régional, stratégie nationale, programme européen.

L'ERREUR COURANTE

Décrire son projet avec ses propres mots, sans dire à quel objectif public il contribue.

LA MÉTHODE

Remonter la chaîne et reprendre les objectifs du document de référence.

La chaîne des politiques publiques

Chaque échelon décline le précédent. Exemple : un projet éducatif dans la Nièvre.

MONDE

Nations unies

17 objectifs de développement durable, adoptés en 2015 pour 2030.

Exemple : ODD 4, éducation de qualité

EUROPE

Union européenne

Stratégies et programmes 2021-2027 : FEDER, FSE+, Erasmus+, LEADER...

Exemple : Erasmus+, 26,2 Md€

FRANCE

État

Stratégies nationales et contrats avec les régions.

Exemple : contrat de plan État-Région

RÉGION

Conseil régional

Schémas régionaux et programmes européens régionaux.

Exemple : CPRDFOP Bourgogne-Franche-Comté

DÉPARTEMENT

Conseil départemental

Schémas et plans départementaux.

Exemple : schéma enfance et famille de la Nièvre

UN EXEMPLE PAS À PAS

Le projet de Julie, *remonté échelon par échelon*

Julie (personnage fictif) dirige une ONG qui veut lancer un soutien scolaire pour les filles des villages de la Nièvre. Voici, document par document, les politiques publiques auxquelles il se rattache.

ÉCHELON	DOCUMENT DE RÉFÉRENCE	CE QU'IL FAUT CITER
ODD	ODD 4 (éducation de qualité) et ODD 5 (égalité entre les sexes)	La cible précise visée
Europe	FSE+ 2021-2027, 6,7 Md€ pour la France; Erasmus+	La priorité du programme : inclusion, éducation
France	Contrat de plan État-Région	L'axe du contrat et son indicateur
Région	CPRDFOP Bourgogne-Franche-Comté	L'orientation régionale qui correspond
Département	Schéma enfance et famille de la Nièvre 2022-2026; programme départemental d'insertion 2021-2027	La fiche action qui correspond

QUI GÈRE QUOI

Les régions gèrent les programmes régionaux FEDER-FSE+. Le FSE+ national est piloté par l'État (DGEFP), avec les départements comme relais pour l'inclusion. Erasmus+ passe par des agences nationales. Savoir qui gère, c'est savoir à qui parler.

« Un bon dossier ne dit pas seulement ce que vous faites. Il dit à quel objectif public vous contribuez, et comment le mesurer. »

CE QUE ÇA CHANGE POUR VOUS

Le document à lire en premier

ASSOCIATIONS

Les plans départementaux (insertion, enfance, autonomie) et la politique de la ville sont souvent les plus proches de vos actions. Citez la fiche action, pas seulement le plan.

ENTREPRISES

Votre région fixe sa stratégie économique dans le SRDEII, le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation. Ses aides aux entreprises s'y adossent.

COLLECTIVITÉS

Le contrat pour la réussite de la transition écologique (CRTE) et le SRADDET régional structurent vos priorités. Un projet inscrit au CRTE est mieux armé.

LA MÉTHODE EN QUATRE GESTES**1 Trouver le document**

À chaque échelon, le plan ou le programme en vigueur, et sa période.

2 Reprendre ses mots

Ses objectifs et son vocabulaire, pas les vôtres.

3 Chiffrer votre apport

Avec les indicateurs que le plan utilise lui-même.

4 Citer précisément

Titre, période, axe ou fiche action, lien officiel.

« Écrire dans la langue du financeur, c'est déjà la moitié du dossier. »

CE QUE PRÉPARE LA PLATEFORME

La plateforme reliera chaque projet aux politiques publiques de tous les échelons, de l'ONU à votre département, avec leurs sources officielles. Ce chemin, elle le fera pour vous.

NOS FONDEMENTS

Pourquoi *nous existons*

« *L'enjeu est de démocratiser l'accès aux financements, en donnant la chance à tous.* »

Ouvrir l'accès

Une chance équitable, quels que soient sa taille, son réseau ou ses moyens.

Rendre lisible

Être jugé sur le mérite du projet, pas sur l'art de naviguer dans le système.

Rendre autonome

Comprendre les financements, mieux rédiger, mieux gérer les fonds.

Moins d'intermédiaires

Des outils accessibles, sans les coûts d'un cabinet de conseil.

Mieux gérer les aides

Suivi des fonds et rapports d'activité intégrés.

Faire communauté

Partager les savoirs, nouer des partenariats.

NOS QUATRE VALEURS

Intégrité

Des conseils fiables et justes, des règles éthiques exigeantes.

Transparence

Nous disons comment les données sont utilisées et comment la plateforme décide.

Accessibilité

Utilisable sans bagage technique ni connaissance préalable.

Capacité d'agir

Des outils pour mener ses dossiers soi-même, d'un projet à l'autre.



La rue du financement

ASSOCIATIONS · ENTREPRISES · COLLECTIVITÉS



Bénévoles de Zéro Déchet, à Saint-Étienne. Photo : Touam (Hervé Agnoux), CC BY-SA 4.0, Wikimedia Commons

CAHIER ASSOCIATIONS

Fondations : la porte *qu'on n'ose pas pousser*

L'ESSENTIEL

LE CONSTAT

Beaucoup de fondations d'entreprise étudient les demandes toute l'année, sans date limite unique.

LE FREIN

On ne sait pas qui elles sont, ni à qui écrire, alors on n'écrit pas.

LA CLÉ

Viser juste : trois fondations bien choisies valent mieux que trente courriers.

- 1 Cherchez près de chez vous**
Les fondations d'entreprise soutiennent souvent des projets proches de leurs sites et de leurs salariés.
- 2 Lisez leur ligne avant d'écrire**
Thèmes, publics, montants, exclusions : un dossier hors sujet est refusé sans être lu.
- 3 Appelez avant d'envoyer**
Dix minutes d'échange valent mieux qu'un dossier envoyé à l'aveugle.

REPÈRE : LA FONDATION DE FRANCE

Elle ne soutient que des structures à but non lucratif, surtout par appels à projets : fondationdefrance.org.

MYTHE OU RÉALITÉ

Le fonctionnement, *ça se finance*

L'IDÉE REÇUE

« Les subventions financent des projets, jamais le fonctionnement. »

LA RÉALITÉ

Le FDVA « fonctionnement-innovation » finance le fonctionnement global des petites associations locales.

22 063

associations soutenues en 2025 par ce volet, pour 2 230 € en moyenne. En 2027, le FDVA disposerait d'environ 27 millions de crédits budgétaires, plus 35 millions issus des comptes inactifs.

FDVA 2027 : LA LISTE À PRÉPARER

- ☐ Le Compte Asso : votre espace est créé et à jour.
- ☐ RNA et SIRET : sans SIRET, pas de versement.
- ☐ Comptes approuvés, rapport d'activité et budget prévisionnel 2027.
- ☐ Procès-verbal de la dernière assemblée générale et contrat d'engagement républicain.
- ☐ La note de votre département, publiée en début d'année.

Campagne au premier semestre, dates 2027 pas encore publiées. Sources : associations.gouv.fr ; PLF 2027 (Carenews).

CAHIER ENTREPRISES

Les aides ne sont pas réservées à la tech

L'IDÉE REÇUE

« Les aides aux entreprises, c'est pour les start-up de l'innovation. »

LA RÉALITÉ

L'ADEME finance aussi les PME de tous secteurs : écoconception, décarbonation des bureaux et commerces, réemploi, audits énergétiques.

LES TROIS GUICHETS À CONNAÎTRE**Bpifrance**

Appels à projets et concours toute l'année : innovation, international, filières.

ADEME

Une étude d'abord, l'investissement ensuite : énergie, écoconception, réemploi.

Votre Région

Ses aides suivent le SRDEII : lisez-le avant de déposer.

LA RÈGLE D'OR

Ne signez pas vos devis avant d'avoir déposé votre demande : pour la plupart des aides publiques, une dépense engagée avant n'est plus finançable.

70 605

défaillances d'entreprises sur douze mois à fin juillet 2026, +4,6 % en un an ; les PME en représentent plus de 99 %. Une aide se demande avant d'en avoir besoin.
Source : Banque de France.

LES APPELS DU TRIMESTRE

Sept dates *pour les entreprises*



Un atelier de menuiserie à Gerbamont (Vosges). Photo : Ji-Elle, CC BY-SA 4.0, Wikimedia Commons

30
OCT. **Partenariats en innovation France-Taiïwan**
Bpifrance International

18
NOV. **Appel à projets France-Allemagne**
Bpifrance Innovation

1er
DÉC. **Innowwide : se développer à l'international**
Bpifrance PME, start-up

2
DÉC. **Appel à projets « Espace de données »**
Bpifrance Numérique, données

15
DÉC. **CORAM 2025-2026**
Bpifrance Recherche automobile et mobilités

31
DÉC. **Investissements d'écoconception**
ADEME Tous secteurs

31
DÉC. **DÉTER : décarboner le tertiaire**
ADEME Bureaux, commerces

Dates publiées par les financeurs, relevées le 16 octobre 2026. Seule la fiche officielle fait foi.



L'hémicycle du Parlement européen, à Strasbourg. C'est là, avec les États, que se décident les fonds européens, dont LEADER. Photo : Diliff, CC BY-SA 3.0, Wikimedia Commons

CAHIER COLLECTIVITÉS

L'Europe à portée de mairie

L'IDÉE REÇUE

« Les fonds européens, c'est trop compliqué pour une petite commune. »

LA RÉALITÉ

LEADER est géré au plus près du terrain, par des groupes d'action locale, avec des taux d'aide qui atteignent 80 à 90 % sur certains appels.

LEADER, financé par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), est confié à des groupes d'action locale (GAL) qui réunissent élus, associations et entreprises. Le GAL choisit les projets et son animateur aide à monter le dossier : une voie verte, un tiers-lieu, l'accueil des visiteurs dans un bourg.

Le vrai piège n'est pas la complexité, c'est la trésorerie : l'aide est versée après la dépense, sur justificatifs.

À SURVEILLER

Après 2027, ces fonds pourraient passer par des plans nationaux (voir la veille, page 7). Côté État, le projet de budget proposait de réduire le FCTVA ; la commission des finances s'y est opposée le 9 octobre.

LES APPELS DU TRIMESTRE

Sept dates *pour les collectivités*



Ors (Nord) : la mairie sur la place du village. Photo : Jpcuvelier, CC BY-SA 4.0, Wikimedia Commons

30 Centres-bourgs vivants : espace public et mobilité active

NOV. GAL Loire (LEADER) Jusqu'à 80 %

10 Financer vos projets en zone rurale

DÉC. GAL Alpes et Azur (LEADER) Jusqu'à 90 %

20 Stratégie nationale biodiversité dans les territoires

DÉC. Services de l'État (DEAL)

30 Mandat + durable

DÉC. ADEME Élus, transition

31 Mobilités durables en territoires ruraux

DÉC. Ministère de l'Aménagement du territoire Jusqu'à 80 %

31 Prévenir les inondations

DÉC. Ministère de l'Aménagement du territoire Jusqu'à 80 %

31 Économie circulaire, collectivités

DÉC. ADEME

Dates publiées par les financeurs, relevées le 16 octobre 2026. Seule la fiche officielle fait foi.

AILLEURS EN EUROPE

Allemagne : l'État mise sur les bénévoles

Outre-Rhin, le soutien à la vie associative passe autant par l'impôt que par la subvention, avec une attention particulière aux zones rurales.

960 €

par an peuvent être versés à un bénévole sans impôt depuis le 1^{er} janvier 2026, contre 840 € auparavant. Pour les entraîneurs et animateurs, le plafond passe à 3 300 €. Loi votée par le Bundestag le 4 décembre 2025.

30 M€

Le budget annuel de la **Fondation allemande pour l'engagement et le bénévolat** (DSEE), créée en 2020. Elle cible les régions rurales et fragiles, avec des micro-aides jusqu'à 1 500 € pour les structures entièrement bénévoles.

1 Md€

Les crédits fédéraux 2026 de la **Städtebauförderung**, l'aide au développement des villes et des bourgs, contre 790 M€ en 2025. Un programme commun à l'État fédéral, aux Länder et aux communes depuis 1971.

LA LECTURE DE LA RÉDACTION

L'Allemagne récompense directement l'engagement bénévole par l'impôt, et finance l'animation des territoires ruraux par une fondation dédiée. En France, l'avantage fiscal porte surtout sur le don ; outre-Rhin, il récompense aussi le temps donné.

Sources : Bundestag (4 décembre 2025) ; ministère fédéral de l'Agriculture (DSEE) ; ministère fédéral du Logement (15 avril 2026).

AILLEURS EN EUROPE

Italie : le contribuable choisit

Avec le « 5 per mille », chaque contribuable italien affecte 0,5 % de son impôt sur le revenu à l'organisme de son choix, sans payer un euro de plus.

602 M€

versés au titre de 2025 à 96 540 bénéficiaires, selon les choix des contribuables (Agenzia delle Entrate, 21 mai 2026).



■ Tiers secteur : 378 M€ ■ Communes : 17 M€ ■ Recherche, santé, sport, patrimoine

72 879

associations et organismes du **tiers secteur** soutenus, pour plus de 378 M€.

7 904

communes choisies par leurs habitants, pour un peu plus de 17 M€.

ET EN FRANCE ?

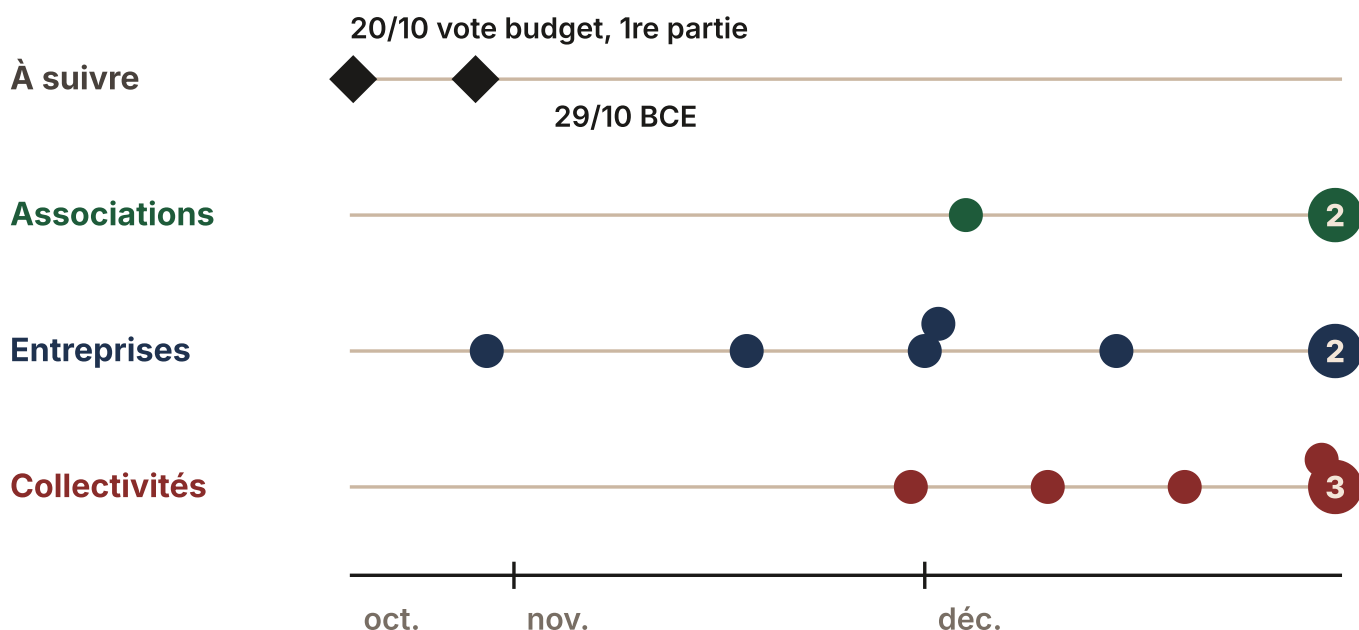
Un don à une association ouvre droit à une réduction d'impôt de 66 %, dans la limite de 20 % du revenu imposable, et de 75 % jusqu'à 2 000 € pour l'aide aux personnes en difficulté. Le don coûte moins cher, mais il reste un don : en Italie, on oriente l'impôt qu'on paie déjà.

Sources : Agenzia delle Entrate, via FiscoOggi (21 mai 2026) ; service-public.gouv.fr (avril 2026).

AGENDA

Le calendrier du trimestre

Chaque point est une date limite citée dans ce numéro. Un chiffre indique plusieurs clôtures le même jour.



OUVERTS AUX ASSOCIATIONS

4 DÉC. Nature et biodiversité · GIP L'Europe à Mayotte · jusqu'à 75 %

31 DÉC. Créer un PTCE · Région Pays de la Loire

31 DÉC. Culture scientifique · Région Pays de la Loire

À SURVEILLER

20 octobre · vote de la première partie du budget 2027 à l'Assemblée

29 octobre · réunion de politique monétaire de la BCE

PRÉPARER 2027

FDVA · campagne au premier semestre, dans chaque département

Fondations · beaucoup étudient les demandes toute l'année

FICHE PRATIQUE

Le cadre logique, *sans jargon*

Fondations, Europe, collectivités : tous l'attendent. Une entreprise retrouve la même logique dans son business plan. Une seule question : comment votre action produit-elle un changement ?

NIVEAU	EXEMPLE	INDICATEUR	PREUVE
Objectif général <i>Le grand pourquoi</i>	Réduire l'isolement des seniors du quartier	Part de seniors isolés	Enquête du centre social
Objectif spécifique <i>Ce qui change</i>	Créer des liens réguliers avec les habitants	Binômes actifs à 12 mois	Registre de l'association
Résultats <i>Ce qui existe à la fin</i>	40 binômes, un café des voisins par semaine	Binômes formés, présents par séance	Feuilles de présence
Activités <i>Ce que vous faites</i>	Recruter des bénévoles, animer les ateliers	Heures de bénévolat	Planning, comptes rendus

Lisez de bas en haut

Si les activités ont lieu, les résultats existent ; alors l'objectif est atteint.

Un indicateur se compte

« Améliorer le bien-être » n'en est pas un. « 40 binômes actifs », si.

Notez vos hypothèses

Ce que vous ne contrôlez pas : la salle prêtée, le nombre de bénévoles.

TROIS FORMATS, LA MÊME LOGIQUE

Subvention ou fondation : le cadre logique. **Investisseurs ou banque** : le business plan, avec objectifs et résultats chiffrés. **Financement participatif** : la page de campagne, avec objectif, jalons et contreparties.

CAS D'ÉCOLE

Demain, *trois parcours*

PERSONNAGES FICTIFS · CE QUE PRÉPARE LA PLATEFORME

ASSOCIATION

**Julie, ONG pour
l'éducation
des filles**

1. Elle décrira son soutien scolaire dans les villages de la Nièvre.
2. La plateforme le reliera à l'ODD 4, au FSE+, au CPRDFOP et au schéma départemental.
3. Les fondations et les aides pertinentes arriveront sur son tableau de bord.

ENTREPRISE

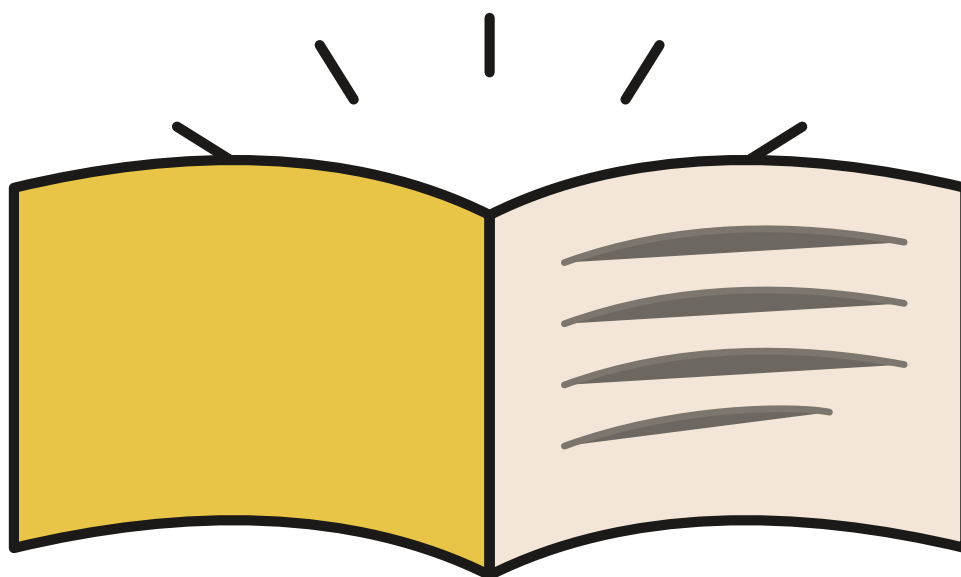
**Une menuiserie
de huit salariés**

1. Elle voudra réduire la facture énergétique de son atelier.
2. La plateforme repérera les études de faisabilité de l'ADEME et les aides de sa région.
3. Elle déposera avant de signer ses devis.

COLLECTIVITÉ

**Une commune
de 900 habitants**

1. Elle voudra réaménager la place de son bourg.
2. La plateforme la renverra vers son groupe d'action locale et son CRTE.
3. Elle anticipera la trésorerie avant le versement européen.



LA PLATEFORME N'EST PAS ENCORE OUVERTE : POUR LA TESTER EN AVANT-
PREMIÈRE, RENDEZ-VOUS PAGE 23

LE N° 2 SE FAIT AVEC VOUS

Devenez *lecteur-testeur*

La rue du financement ouvre bientôt. Avant cela, nous cherchons des associations, des entreprises et des collectivités prêtes à l'essayer en premier et à nous dire ce qui manque.

Ce que vous recevez

- Le n° 2 de la Gazette, dès sa sortie
- Un accès en avant-première à la plateforme

Écrivez-nous en indiquant le nom de votre structure, son type et votre département, avec l'objet « Lecteur-testeur ».

rvancoppenolle@laruedufinancement.com

TROIS QUESTIONS POUR LE N° 2

1. Quel type de financement cherchez-vous en 2027?
2. Dans quelle région et quel département agissez-vous?
3. Quel sujet voulez-vous voir décortiqué?

Cette Gazette vous a servi? Transférez-la à trois structures qui cherchent des fonds.

Votre voie vers la réussite *éthique.*

DIRECTION DE LA PUBLICATION

Rémy Vancoppenolle

RÉDACTION

Rémy Vancoppenolle, Vanessa Benabdallah,
Clément Borgia

ÉDITEUR

La rue du financement, SAS au capital de
1,20 €. Siège : 70 rue de la Paix, 59110 La
Madeleine. RCS Lille Métropole 979 933 553.
TVA FR40979933553.

CONTACT

rvancoppenolle@laruedufinancement.com

SOURCES ET MÉTHODE

Chaque chiffre est daté et sourcé : projet de loi de finances pour 2027 (Carenews, Banque des Territoires), BCE, Banque de France, associations.gouv.fr, Toute l'Europe, Agence Europe. Les appels cités ont été vérifiés sur la fiche officielle de chaque financeur le 16 octobre 2026 ; seule cette fiche fait foi. Ils ont été choisis par la rédaction : aucun financeur n'a payé pour figurer dans ce numéro.

PHOTOGRAPHIES

Wikimedia Commons, licence Creative Commons BY-SA : Sunala (Assemblée nationale), DXR (BCE), Diliff (Parlement européen), Touam (bénévoles), Ji-Elle (atelier), Jpcuvelier (mairie d'Ors). Elles restent la propriété de leurs auteurs et se réutilisent selon les termes de cette licence.

DROITS

© 2026 La rue du financement. Textes, infographies et illustrations : tous droits réservés ; reproduction interdite sans autorisation écrite de l'éditeur, sauf courte citation avec mention de la source (article L. 122-5 du Code de la propriété intellectuelle). Vous pouvez transférer ce numéro librement, en entier et sans modification. Les noms et marques cités appartiennent à leurs titulaires.

DONNÉES PERSONNELLES

Les informations envoyées pour devenir lecteur-testeur servent uniquement à vous inscrire et à vous adresser la Gazette ; elles ne sont ni vendues ni cédées. Vous pouvez y accéder, les rectifier ou les faire supprimer à tout moment en écrivant à l'adresse de contact (RGPD).